

Conditions de l'Abonnement :

1 fr. par mois.

3 fr. par trimestre.

Défense  
de la morale,  
de la famille  
et de la propriété.

CHACUN POUR SOI. — CHACUN CHEZ SOI.

# L'ÉPOQUE

JOURNAL DES HONNÊTES GENS.

A PARIS,  
aux Bureaux, rue Brongniart, 4.  
EN PROVINCE,  
dans les bureaux de Messageries.

Plus d'utopies.

Abolition  
du socialisme.

Avènement de l'annonce. — Huit jours à Paris. — Réclamation contre la loi sur les attroupements. — Une valeur perdue. — Vive Jacqueminot. — Conversion miraculeuse. — Mort aux socialistes. — Aneries socialistes.

AVIS.

La loi sur les attroupements ayant ranimé la confiance des bons citoyens, nous avons pu enfin trouver un asile.

Un homme de cœur nous abrite pour l'amour de l'ordre.

Tous ceux de nos lecteurs qui approuvent nos tendances, sont priés de nous faire connaître leur adhésion, qui nous sera très précieuse. Ceux qui pourront contribuer à nos travaux, soit à titre de souscripteur d'action (l'action est de 10 francs), soit à titre de collaborateur, sont priés d'écrire ou de passer à notre bureau, PLACE DE LA BOURSE, ENTRÉE PAR LA RUE BRONGNIART, n° 4.

On ne reçoit que les lettres affranchies.

## AVÈNEMENT DE L'ANNONCE.

Ce qui nous distingue de tous les journaux connus, c'est que nous avons le courage de notre opinion, le courage complet. Nous nous mettons à nu; c'est notre idée.

Il nous appartenait, à ce titre, d'inaugurer dans la presse de notre pays une révolution capitale depuis longtemps demandée.

L'annonce, la mère nourricière des journaux, est restée jusqu'à ce jour reléguée à la quatrième page (je parle des grands seigneurs qui ont une quatrième page). Elle portait le poids de la boutique, et n'en avait pas les honneurs. C'était immoral.

L'exploitation de l'annonce par le premier-Paris va cesser enfin. Elle ne doit pas se relever du coup que nous allons lui porter.

Un estimable commerçant est venu nous confier le soin glorieux d'apprendre au monde que l'Eau de Chantal est admirable pour la barbe et pour les cheveux. Nous répondons avec empressement à cette confiance qui nous honore :

## Parfumerie hygiénique

(MAISON CHANTAL)

RUE RICHELIEU, 67, A L'ENTRE-SOL, PORTE COCHÈRE.

L'EAU CHANTAL, la seule approuvée, a la propriété de teindre à la minute, en toutes nuances et pour toujours, les cheveux et la barbe. Cette composition est également la seule qui soit sans inconvénient pour la santé; aussi, recommandée par la médecine, jouit-elle d'une vogue immense dans le monde élégant. — Prix : 6 fr.

NOTA. On expédie dans Paris et les départements.

Nous attestons de plus, car il faut bien faire les choses, que M. Odilon Pinchon a versé dans son faux toupet la bouteille d'échantillon, et qu'il s'en est très-bien trouvé.

Si M. Emile de Girardin en trouve de meilleures que celle-là, nous lui donnons tous notre voix aux prochaines élections.

Signé, avec paraphes, par la rédaction en corps.

(L'autographe est visible à Paris, de 1 heure à 3.)

## Assemblée des Actionnaires de l'Époque.

SUPPRESSION DU NUMÉRAIRE.

L'administrateur. Messieurs, c'est le cœur navré que je

prends la parole. Nous ne pouvons plus marcher. L'argent nous manque. En avez vous ?

Chœur d'actionnaires. Hélas ! hélas ! nous n'en avons pas.

Un banquier. Je n'en ai pas.

L'administrateur. Allons, monsieur Mondor, vous pouvez être notre sauveur. L'affaire est bonne. Le journal se lance. Nous vous assurons 10 p. 100 (silence général), 15 p. 100 (anxiété profonde), 20 p. 100.

Le banquier. Je ne fais plus d'affaires. Je n'ai pas d'argent.

Odilon Pinchon. Adieu donc, feuille trop tôt ravie à la société qu'elle devait sauver. Adieu ! noble Époque, il faut périr ; il faut laisser le champ libre aux anarchistes qui viendront danser la carmagnole à la porte de tes bureaux déserts. Adieu ! adieu !

Un actionnaire. Quel dommage ! un journal qui allait si bien.

Un marchand de papier. Tenez ; je ne vends plus ; les piles de rames dorment dans mon magasin : je fournis le papier. (Murmure flatteur.)

Un imprimeur. J'ai des ouvriers qui ne font rien et que je ne peux pas mettre sur le pavé ; j'imprime le journal pour rien. (Applaudissements prolongés.)

Un propriétaire. J'ai un appartement qui ne peut pas trouver de locataire : je le donne pour les bureaux. (Bravos frénétiques.)

Odilon Pinchon, la main dans son gilet. J'abandonne mes appointements.

Les rédacteurs. Nous rédigerons gratis.

L'enthousiasme est à son comble. Les actionnaires se précipitent dans les bras les uns des autres. Odilon Pinchon se trouve mal.

Le banquier pleurant d'émotion. Eh bien, je vous prêterai de l'argent à 5 p. 100. (Acclamations unanimes.)

Tous. De l'argent. Pourquoi faire ? nous n'en avons plus besoin. Il est trop tard. A la porte !

Le banquier furieux se précipite dans l'escalier.

Un rédacteur du haut de la rampe. Monsieur Mondor laissez-nous votre adresse. Nous vous écrirons si l'on rétablit le cautionnement.

L'administrateur. Messieurs, combien vendrons-nous désormais le journal ?

Un actionnaire. Ce qu'il nous coûte, NOUS LE DONNERONS..... pour deux francs le cent !

## HUIT JOURS A PARIS.

Romuald Graboulot à Héloïse Graboulot, à Chinon.

Chère épouse,

Me voici sur mon départ. Je n'ai pas manqué une seule séance de la Chambre de nos députés, que des infâmes osent accuser d'inertie et d'ineptie.

Je te transmets, comme tu le désires, le récit exact des travaux de notre Assemblée.

1<sup>re</sup> séance.—On a élu un président, un grand sec, qui a fait un discours pour se féliciter d'avoir été élu ; puis, féliciter l'Assemblée d'avoir bien voulu l'élire, et féliciter son prédécesseur au nom de l'Assemblée. Ils se sont alors embrassés, et dans ce moment plein d'émotion, le croirais-tu, une horrible voix des tribunes s'est écriée : « Oh ! qué balles ! » Jour de Dieu ! si j'avais eu mon uniforme ! je l'aurais... défiguré.

2<sup>e</sup> séance.—Un vieux a protesté contre les dispositions de la salle, parce que, comme il l'a fort bien dit, ils sont tous frappés de surdité, ce qui les empêche d'écouter ; car pour écouter, il faut pouvoir entendre. Dans cette situation, ils ne peuvent accomplir leur mission (sic).

3<sup>e</sup> séance.—L'Assemblée a reconnu la nécessité de donner l'exemple de l'économie et de l'abnégation personnelle ; elle a fixé en conséquence une indemnité de quatre mille francs par mois aux fonctions de président, et cinq

cents francs par mois aux questeurs, pendant toute la durée de leurs fonctions.

4<sup>e</sup> séance.—Cette séance m'a comblé de joie. M. Bineau a déposé au nom de la commission des finances le rapport sur la prise de possession des chemins de fer par l'État, les conclusions sont FORT SIMPLES : d'après les motifs énoncés dans le rapport, la commission propose de ne pas adopter le projet de décret.

Un autre membre, dont je n'ai pu saisir la figure, a déposé le projet suivant à titre d'amendement.

« Art. 1<sup>er</sup>. — Le gouvernement est autorisé à racheter les chemins de fer des compagnies qui voudront bien les vendre. »

5<sup>e</sup> séance — Cinq heures de discussion et renvoi à la commission de toutes les propositions à l'ordre du jour.

6<sup>e</sup> séance.—Elle n'a pas eu lieu à cause du dimanche.

7<sup>e</sup> séance.—Voilà la meilleure. Enfin ! on a commencé d'en finir avec les perturbateurs, socialistes, communistes et autres anarchistes. On a voté la loi contre les attroupements.

Tu pourras venir maintenant à Paris, il n'y a plus de danger.

8<sup>e</sup> séance.—Le profond chagrin que j'éprouve m'a empêché d'y assister. Hélas ! Paris a fini ses élections, et ils ont nommé quatre affreux socialistes ; les autres venaient à la queue. Dire qu'il y a eu à Paris quatre-vingt-dix mille hommes capables de nommer un Pierre Leroux !... C'est effrayant !

A bientôt, ma Loïse ;

Ton ROMUALD GRABOULOT.

On ne dira plus que nos députés ne font rien.

Citons des faits :

M. Couvreur discute un projet de décret relatif à la reprise des travaux sur la place de Langres.

M. Lemaire développe une proposition relative à l'uniforme de la garde nationale.

M. Parieu s'occupe des majorats.

M. Bizeau produit un rapport (un beau rapport) et conclut au projet de rachat des chemins de fer.

Nous pouvons compter sur l'appui de M. Bizeau pour la vente des rues, proposition faite par M. N. Bachot (lisez l'Époque).

Voilà des hommes ! ils comprennent et pratiquent cette grande et éternelle vérité :

Satisfaire les intérêts privés, c'est travailler à l'intérêt général.

Ah ! ah ! messieurs les socialistes !

## Réclamations de Cana, Faux-Poids, etc.

A-PROPOS DE LA LOI SUR LES ATTROUPEMENTS.

A M. le Président de la Chambre.

Je suis garde national et je m'en fais honneur ! J'ai, comme les autres, sauvé la patrie le 15 mai. Je voudrais bien la sauver encore pour une bonne fois ; mais, je l'avoue avec douleur, il existe dans votre loi sur les attroupements un article qui me rend circonspect dans l'exhibition du mousquet citoyen confié à mon patriotisme.

Voici cet article :

« Il y a attroupement armé, lorsqu'un seul des individus qui le composent, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là même qui en font partie. »

Moi, Cana, débitant de vins, Courte-Mesure, marchand d'étoffes et Faux-Poids, boulanger, décidés à maintenir quand même l'ordre et la libre circulation des pratiques, nous sommes connus pour la fermeté des principes, et nous avons fait nos preuves le 15 mai, rue de Rivoli et ailleurs !

Une supposition, mon Président : il y a un rassemble-



ment non armé à la porte Saint-Denis (art. 1<sup>er</sup>) ; ce rassemblement attire la curiosité des pratiques ; il trouble notre tranquillité publique à nous trois, Cana, Faux-Poids et Courte-Mesure ; nous descendons en armes sur le boulevard pour les dissiper, et voilà qu'à peine dans le groupe nous sommes désarmés, frappés, chassés par les émeutiers qui nous crient : Ah ! vous venez armer l'attroupement, vous autres ; attrape ! attrape ! Et nous nous retirons, roués de coups, victimes des émeutiers qui triomphent de leur victoire sur les amis de l'ordre !

Vous comprenez, mon Président, que ça ne peut pas durer comme ça ! il faut ajouter au décret un autre article.

« Article dernier : Ne devra être expulsé de l'attroupement que le citoyen armé non muni de port d'armes. Ce port d'armes sera délivré à toutes les mairies aux bons citoyens qui en feront la demande, moyennant une somme de cinquante francs par an... »

Bien trouvé les cinquante francs ? hein !

A cette condition, nous consentons à continuer, comme par le passé, à veiller sur la tranquillité publique.

CANA, FAUX-POIDS, COURTE-MESURE.

### Projet de décret incroyable.

Un garçon de bureau du Luxembourg nous communique le projet de décret suivant, ramassé dans le panier de M. Pagnerre :

« Attendu : 1<sup>o</sup> que plus de cent mille familles d'ouvriers meurent de faim, et que la plupart d'entre elles ont vendu leurs vêtements pour porter une offrande et venir en aide à la République démocratique et sociale ;

« 2<sup>o</sup> Que les trois quarts des commerçants, fabricants, industriels, sont à la veille de voir leurs marchandises saisies, sans que cette vente puisse payer leurs billets ni couvrir les frais de protêt, d'assignation, etc. ;

« 3<sup>o</sup> Qu'une banqueroute générale est imminente et doit conduire à la guerre civile ;

« Que les traitements scandaleux des hauts fonctionnaires publics sont une injure à la misère de tous et une honte pour ceux qui les acceptent ;

« Les membres du pouvoir exécutif, ministres, directeurs généraux et libraires déclarent :

« S'associer aux trois mois de misère acceptés par les ouvriers depuis le 24 février ;

« Restituer à la République les traitements touchés par eux jusqu'à ce jour, et renoncer en faveur des malheureux sans ouvrage aux sept huitièmes de leurs appointements. Tout vrai républicain n'a pas le droit d'accepter le superflu, tant que chacun n'a pas le nécessaire. »

Vu et rejeté.

Il ne faut pas en vouloir à M. Pagnerre : un homme qui remplit six places à la fois peut bien avoir un moment d'oubli.

### UNE VALEUR PERDUE.

Je ne puis plus passer sur le pont des Arts sans un serrement de cœur affreux.

Je me rappelle qu'autrefois les actionnaires faisaient là, journée commune, une recette de cinq cents francs, cinq cents beaux francs, qui de leur poche retombaient en rosée bienfaisante chez les bijoutiers, les marchands de chevaux, dans la caisse de l'Opéra, des Italiens, que sais-je?... cinq cents francs enfin qui faisaient aller tous les commerces.

365 jours à 500 fr., cela fait bien, pour un seul article, 182,500 fr. enlevés à la fortune publique.

On dit que la France est aujourd'hui moins riche de plus de vingt milliards. Je le crois bien, à ce compte-là.

Notez qu'une foule de malintentionnés qui affectaient auparavant d'éviter le pont des Arts l'encombrent maintenant, et que ce n'est plus une perte de cinq cents francs par jour, mais de trois mille, de quatre mille francs.

Voilà les choses que ne veulent pas voir les brouillons ignorants qui cherchent à bouleverser la société ! Le pont des Arts est toujours à sa place, c'est bien le même ; au premier abord, il semblerait même qu'il est plus utile qu'auparavant. Eh bien, il ne rapporte plus un sou : c'est une valeur perdue.

### L'éducation dans la famille.

Un marchand. Que cette étoffe est mauvaise ! Vois ! Fédera ! Quel teint ! Au premier lavage, ou après deux jours de soleil, ça sera d'un blanc sale...

La marchande. Qu'importe ! ça se vend ; c'est si bon marché ! 2 francs le mètre !

(Entre une pratique.)

Le marchand et la marchande à la fois. Voyez, Madame, comme c'est nerveux ! quelle force dans le tissu ! Et puis, quelle couleur ! C'est garanti bon teint ! on ne saurait trouver mieux ; 3 fr. le mètre, c'est donné.

(La pratique prend l'étoffe, paie et se retire.)

L'héritier de ce couple honnête, qui joue près du comptoir, pendant la scène. Mais, papa, vous me disiez ce matin qu'il ne faut jamais mentir ?

Qu'est-ce que c'est qu'un M. Bonnard qui se permet d'ouvrir au Vauxhall un Club du Salut social ; séances les mardis, jeudis et samedis, à 8 heures du soir ; entrée 10 centimes ?

J'ai vu sa grande affiche jaune. Il annonce tout tranquillement « l'entrée en pratique de l'association des producteurs et des consommateurs, au moyen du commerce VÉRIDIQUE, exercé au nom et au profit des travailleurs. »

Le commerce véridique ! voilà un plaisant drôle ! Ou a-t-il été pêcher ce commerce-là ! Si je vends cent sous ce qui me coûte cent sous, que vais-je devenir, moi commerçant ? Est-ce là une chose possible ?

Hélas ! mon Dieu ! en quel siècle vivons-nous ?

Nous lisons dans un journal de Londres :

« Le prince Louis Napoléon vient d'être élu représentant... Dans l'espoir d'une élection plus solennelle, il élevait depuis longtemps un aigle destiné à rappeler de glorieux souvenirs, le jour de son entrée triomphale à Paris.

« Mais arrivé à Boulogne, il se fit apporter la cage de l'oiseau : horreur et perfidie ! l'aigle était une oie ! » (Ne serait-ce pas plutôt un canard ?)

Les affaires vont très-bien. — Le décret sur les attroupements, mis en exécution une heure après le vote, a produit un excellent effet. — Les amis du retour de l'ordre, de l'ancien, se demandent à chaque instant s'ils sont encore en république.

L'illusion est telle qu'hier un de nos actionnaires voyant passer sur le boulevard M. Clément Thomas, décoré seulement de son état-major, s'est écrié avec le plus grand enthousiasme : Vive Jacqueminot !

Cette adroite flatterie a fait sourire le général rédacteur dans sa barbe dorée. Il a voulu connaître le nom du citoyen assez courageux pour manifester son opinion au milieu d'un groupe de deux factieux non armés, et a promis de prendre une action de l'Époque.

### Comment se forment les attroupements.

Un bourgeois dans un groupe. « C'est dégoûtant ! Dire que nous sommes là cent cinquante mille et plus. Comment voulez-vous que les affaires reprennent ? Je viendrai voir demain si ça diminue. Que de mal nous donnent ces anarchistes ! quel embarras ! quelle fatigue ! Heureusement que nous sommes là, nous autres. »

### Conversion miraculeuse de MM. Thiers et Dumas.

On se souvient que dimanche dernier pendant la messe, la Vierge est apparue à MM. Thiers et Dumas. Nos deux grands hommes se sont empressés de faire connaître ce miracle au clergé dans une circulaire pleine d'unction et de dévouement pour notre sainte mère l'Église. Par une touchante réciprocité, Mgr de Bonald vient d'ordonner que Monte-Cristo soit mis au nombre des livres classiques des séminaires, et que l'Histoire de France, de M. Thiers, remplace celle du révérend Père Loriquet.

Nous lisons dans une brochure du célèbre Gannal, qui n'a pas honte de se joindre aux détracteurs du commerce : « Le vinaigre de table ne se fabrique plus avec le vin. Je connais à Paris une fabrique qui fait en fraude, à 10 centimes le litre, plus de la moitié du vinaigre qui s'y consomme. »

Le nom ! le nom ! misérable calomniateur !

A l'une des dernières séances de l'Assemblée nationale, un honorable, dont nous voudrions transmettre le nom à nos lecteurs, a déposé sur le bureau du président une proposition qui renfermait l'article suivant :

« Aucun papier-monnaie ayant cours légal et forcé, ne pourra être émis par l'État. »

Le journal la Démocratie pacifique, assez suspect de socialisme, demande ironiquement qu'on ajoute que la fabrication de la monnaie sera uniquement accordée à l'industrie privée.

Eh bien ! messieurs les socialistes, qu'y aurait-il donc de si monstrueux à ce que chacun ait son petit balancier pour frapper sa monnaie particulière ? Les banquiers, les agents de change, les hommes considérables enfin, acquerraient ainsi toute l'importance qu'ils méritent en mettant leur effigie et celle de leur dame en circulation. Voyez de plus quelle utile augmentation d'intermédiaires dans le commerce ! que de gens sans ouvrage aujourd'hui employés au change, et à estimer la différence de titre des monnaies Rothschild et Pinchoa !

Vous montrez le bout de l'oreille, messieurs les socialistes. Si, au lieu de perdre votre temps à rabâcher des théories anarchiques d'association ; si, au lieu de vous occuper des autres en faisant de l'économie sociale, vous aviez fait des économies particulières, vous n'attaqueriez pas ceux qui peuvent battre monnaie.

Charité bien ordonnée commence et finit par soi-même. Voilà !

A M. le rédacteur de l'Époque.

Citoyen rédacteur,

Quand tous les jours des feuilles incendiaires publient des chansons horribles signées par des ouvriers qu'elles déshonorent, je vous prie de bien vouloir insérer celle-ci, qui prouvera qu'il est encore des ouvriers honnêtes qui pensent comme les bourgeois.

### MORT AUX SOCIALISTES.

AIR : Des Girondins.

A bas les communistes ! (bis.)

Cabet, Louis Blanc, Leroux ;

Exterminons-les tous ;

Bons bourgeois, vengeons-nous ;

Mort aux socialistes.

Quoi ! vous prétendez, misérables,

Sous prétexte d'égalité,

Sur des bases plus équitables,

Refaire la société !

A bas les communistes, etc.

Dans vos doctrines sanguinaires,

Vous osez démontrer à tous,

Que les pauvres, les prolétaires,

Sont hommes aussi bien que nous !

A bas les communistes, etc.

Quoi ! l'Évangile est votre livre ;

Et vous dites effrontément,

Que chacun a le droit de vivre,

Par son travail et son talent !

A bas les communistes, etc.

Avant peu de votre présence,

Le monde sera délivré

Par le fer ou par la potence :

C'est l'espoir de tout modéré.

A bas les communistes, etc.

GEORGES,

Ouvrier bien pensant.

### ANERIES SOCIALISTES.

SOLUTION ÉCONOMIQUE DU PROBLÈME SOCIAL.

§ 8.

Transformation de la propriété morcelée. — Exploitation unitaire du sol, conciliée avec la propriété personnelle.

Comment exploiter unitairement le territoire de la commune sans porter atteinte à la propriété individuelle et privée ! Aujourd'hui la commune est divisée en autant d'exploitations qu'il y a de familles. Chaque famille gère ses affaires, le plus souvent fort mal. La division de la propriété est poussée à l'extrême ; le sol est coupé en morceaux : sur beaucoup de points il tombe véritablement en poussière. Les haies, les murs de clôture, les chemins de desserte, rendent improductive une grande partie du terrain. Les propriétaires voisins se disputent la terre et l'eau : de là des haines, des procès, des pertes de temps et de capitaux ; on connaît le proverbe : Qui terre a, guerre a. — En résumé, le territoire de la commune est très-mal cultivé, et la production est considérablement réduite. Évidemment, pour que les hommes chargés d'organiser le travail agricole pussent approprier les cultures aux différentes natures de terrains, qu'ils pussent adopter les meilleurs systèmes d'assolement, introduire les bonnes méthodes et les procédés mécaniques perfectionnés, source d'économie, disposer librement des cours d'eau, soit comme moyen d'irrigation, soit comme force motrice ; en un mot, pour qu'ils pussent exploiter le sol le plus avantageusement possible, il faudrait que l'on pût arracher les bornes des héritages, effacer les divisions des parcelles, et former, de l'ensemble des propriétés particulières, une vaste propriété de 15 à 16 cents hectares, dans laquelle on substituerait la grande et riche culture à la petite et pauvre culture du morcellement. Or, existe-t-il un moyen d'obtenir un résultat si désirable sans porter aucune atteinte au droit de propriété tel qu'il est réglé par nos lois ? — Oui, ce moyen existe : on le met en pratique à chaque instant ; il s'agit d'en étendre l'application. Tous les jours on voit des propriétaires, des capitalistes, grands et petits, s'associer pour l'ouverture et l'exploitation d'un canal, d'un chemin de fer, d'une mine de houille, etc. Ici, la propriété est collective, et pourtant la part individuelle de chaque intéressé est représentée par un titre particulier nommé action, qui donne un droit proportionnel aux bénéfices. Qu'on étende ce système à l'agriculture : on aura des Associations agricoles, comme on a maintenant des Associations dites industrielles. Les terres, les bestiaux et toutes les valeurs en nature, estimées à l'amiable ou à dire d'expert, pourront entrer dans la société comme le numéraire, et donneront droit à des titres actionnaires. Ces titres seront hypothéqués sur tout le domaine communal, qui est indestructible. Dans ce système, il y a transformation du mode de jouissance de la propriété ; mais le droit et les avantages de la propriété individuelle sont conservés et mieux garantis que dans le système actuel. Le revenu du propriétaire, qui n'est aujourd'hui que de deux et demi ou trois pour cent, atteint rapidement un taux plus élevé, grâce à l'accroissement de la production, comme on l'expliquera tout à l'heure.

Ainsi, pour que le territoire de la commune puisse être exploité unitairement, comme le domaine d'un seul homme, il faut abandonner le Morcellement et entrer en Association ; substituer, à la propriété individuelle morcelée, la propriété individuelle sociale ou associée.

(Extrait du résumé d'une Exposition de la théorie sociale.)

BERNARD.

Paris. — Imprimerie CLAYE et TAILLEFER, 7 rue Saint-Benoît.